

LE PAPE À ATHÈNES

Une main tendue à l'orthodoxie

Christine de MONTCLOS

Dès le début de son pontificat, dans sa première Encyclique *Redemptor hominis* du 4 mars 1979, Jean Paul II évoque comme essentielle l'entrée dans le III^{ème} millénaire et la célébration du grand jubilé de l'an 2000. Dès cette époque, il se déclare persuadé¹ que si la Providence a placé à la tête de l'Eglise de Rome un pape slave, c'est pour rapprocher les deux grandes traditions chrétiennes de l'Est et de l'Ouest, pour refaire l'unité, car, il ne cessera de le dire², la division des chrétiens est un péché contre Dieu et un scandale aux yeux du monde; elle constitue un contre témoignage dans l'annonce de l'Évangile. Ces deux préoccupations ne sont pas étrangères l'une à l'autre. Les célébrations jubilaires ne sont pas seulement occasion de jubilation mais aussi de retour sur le passé et d'examen de conscience. Le retour à l'unité nécessite un long travail de dialogue et de réconciliation qui peut être stimulé par le caractère exceptionnel de ce bimillénaire. La célébration jubilaire et le retour à l'unité sont étroitement liés dans la vision que le pape a de son action, une action longuement méditée et préparée.

En janvier 1994, Jean Paul II annonce dans un discours à la presse « un voyage sur les traces du peuple de Dieu à partir d'Abraham ». Quelques mois plus tard (lettre *Tertio millennio adveniente* du 10 novembre 1994), il fait le vœu que le Jubilé soit une occasion de collaborer efficacement à la mise en commun de tout de ce qui unit les chrétiens des diverses confessions, qui est plus important que ce qui les divise et, donnant une dimension publique au processus de repentance jubilaire, il souligne la gravité de « tout de ce qui porte atteinte à l'unité, parfois par la faute de l'une et l'autre partie », et demande un « dialogue des consciences ». Il

¹ Il le dit dans le discours qu'il a prononcé à Gniezno le 3 juin 1979, lors de son premier voyage en Pologne.

² Notamment lors de la rencontre œcuménique de Jérusalem le 25 mars 2000.

énumère ensuite les « pèlerinages vivement désirés ». A l'occasion de l'an 2000, ce serait les terres parcourues par Abraham et par Moïse, jusqu'à Damas, ville dont fut témoin la conversion de Saint Paul. L'année suivante est marquée par deux documents essentiels, la lettre apostolique *Orientalis lumen* du 2 mai 1995 qui, comme son nom l'indique, est un hommage à la tradition chrétienne orientale, commémorant d'ailleurs celui que le pape Léon XIII lui avait rendu cent ans plus tôt, et l'Encyclique *Ut unum sint*, du 25 mai, la première Encyclique qui ait jamais traité exclusivement de l'engagement œcuménique et qui est à la fois une demande de contrition (n°82) et une véritable main tendue aux autres églises chrétiennes. « La communion réelle, même imparfaite, qui existe entre nous tous ne pourrait-elle pas inciter les responsables ecclésiastiques et leurs théologiens à instaurer avec moi sur ce sujet un dialogue fraternel et patient, dans lequel nous pourrions nous écouter au delà des polémiques stériles, n'ayant à l'esprit que la volonté du Christ pour son Eglise », dit Jean Paul II dans ce texte (n° 96), non sans avoir cité auparavant une partie de l'homélie qu'il avait prononcée en ce sens à Rome, le 6 décembre 1987, en présence du patriarche de Constantinople. Enfin, dans une lettre « sur le pèlerinage aux lieux qui sont liés à l'histoire du salut » du 29 juin 1999, il précise la façon dont il envisage ce pèlerinage jubilaire spécial, « un pèlerinage exclusivement religieux, tant par sa nature que par ses finalités ». La ville d'Athènes y figure cette fois comme un des lieux significatifs de l'Eglise naissante et des premiers élans missionnaires. C'est sur la colline du Pnyx, lieu de l'Aréopage et haut lieu de la démocratie grecque, que Saint Paul, dans un discours mémorable, a affronté, pour la première fois, l'élite politique et religieuse d'Athènes, en véritable pionnier de l'inculturation. « Si l'on considère le rôle qu'a eu la Grèce dans la formation de la culture antique, on comprend que ce discours de Paul puisse être considéré en quelque sorte comme le symbole même de la rencontre de l'Evangile et de la culture humaine », écrira Jean Paul II dans cette lettre de juin 1999.

Cet itinéraire jubilaire, commencé en esprit le 23 février 2000 en la Basilique Saint Pierre de Rome, du fait de l'impossibilité d'organiser une visite de la ville d'Abraham située en Irak, poursuivi en Jordanie, en Palestine et en Israël, sur les pas de Moïse et du Christ, en mars 2000, devait s'achever en Grèce et en Syrie, à la suite de celui qui, quittant le monde juif, s'est avancé « au large », vers d'autres cultures : un symbole fort à une époque d'interpénétration des cultures, à une époque surtout où le christianisme, que l'histoire a fortement lié à l'Occident, doit s'adapter à des contextes culturels qui ne lui sont pas toujours familiers.

Une étape œcuménique délicate

« Je viens en pèlerin », dira le pape à son arrivée à Athènes, mais en pèlerin sur une terre orthodoxe. Certes, ce n'est pas la première fois qu'il se rend dans un pays orthodoxe.

En 1999, il est allé en Roumanie et en Georgie. De telles visites n'étaient pas évidentes mais l'évêque de Rome avait au moins le prestige de quelqu'un qui avait largement contribué à faire tomber le mur de Berlin et par conséquent à libérer les populations de la dictature communiste. Rien de tel en Grèce mais en revanche une situation spécifique des moins favorables. Non seulement la population est à 97 % d'obédience orthodoxe mais l'article 3 de la Constitution reconnaît cette religion comme dominante. Les autres cultes y sont considérés comme étrangers et leurs églises ne disposent d'aucune protection juridique. La construction d'un lieu de culte minoritaire, par exemple, nécessite l'autorisation de l'évêque orthodoxe du lieu. Jusqu'à une époque toute récente, la mention de la religion était obligatoire sur les cartes d'identité. Cette règle, vigoureusement défendue par de nombreuses responsables de l'Eglise orthodoxe mais porte ouverte à toutes sortes de discriminations, n'a été supprimée que sous la pression des autorités européennes au lendemain des élections législatives de 2000. Les catholiques en Grèce ne sont qu'une petite minorité (de l'ordre de 200 000) et l'archevêque catholique d'Athènes n'est pas reconnu officiellement par les autorités civiles et religieuses. Une Encyclique du Saint Synode de l'Eglise officielle grecque, du 1^{er} avril 1993, a pu parler du « couple indissoluble de l'hellénisme et de l'orthodoxie »³. Il est peu de pays où le lien entre l'identité nationale et la religion soit aussi fort. Il n'en est aucun au sein de l'Union européenne qui connaisse une telle situation religieuse. Ce pays, qui n'est ni slave, ni latin, est un cas particulier en Europe, sa spécificité engendrant certaines crispations qui ne peuvent être comprises sans références au passé.

La prise de Constantinople par les Croisés en 1204 n'est pas le premier drame vécu par le monde gréco-byzantin qui a déjà connu, entre le 5^{ème} et le 7^{ème} siècle plusieurs invasions dévastatrices.

La Grèce, on le sait, a ensuite subi pendant près de 400 ans, du 15^{ème} au 19^{ème} siècle, la domination ottomane. Cette domination a été supportée dans la mesure où l'Empire ottoman s'est révélé tolérant à l'égard des chrétiens, grâce à un système d'administration respectueux des minorités. Elle a également assuré une double identité, politique et religieuse, à l'Eglise orthodoxe. Celle-ci est devenue un puissant marqueur identitaire et l'est

³ Voir D.Kitsikis, « Les anciens calendaristes depuis 1923 et la montée de l'intégrisme en Grèce », CEMOTI, n° 17, janvier –juin 1994.

restée d'autant plus que les pays occidentaux ont imposé à la Grèce, lors de son indépendance en 1830, une monarchie d'origine étrangère. C'est, de ce fait, l'Eglise grecque qui a préservé la langue grecque. C'est elle qui a assuré la survie de la culture nationale au cours d'une histoire vécue comme une succession d'agressions extérieures. Elle constitue le lien privilégié avec le passé byzantin, à la fois glorieux et marqué par des conflits avec l'Occident latin, notamment la malencontreuse querelle du *filioque*⁴. Elle est puissante, riche et susceptible de constituer un important levier d'opinion, ceci à la différence des églises orthodoxes d'Europe de l'Est qui furent affaiblies et asservies par la dictature soviétique. On ne saurait d'ailleurs comprendre autrement la vigueur de la querelle entre partisans du calendrier julien et partisans d'un calendrier grégorien jugé symbolique d'une volonté de domination latine⁵. Il s'agit là d'une forme d'intégrisme qui subsiste en Grèce, en particulier dans les monastères et dont on ne trouvera pas l'équivalent en Syrie quelques jours plus tard, là où, la présence chrétienne se réduisant⁶, les églises chrétiennes, toutes confessions confondues, sont heureuses d'accueillir l'évêque de Rome. Il faut savoir que c'est le patriarche d'Antioche, chef de l'Eglise orthodoxe de rite syrien qui, lui-même, au cours d'une rencontre entre Eglises chrétiennes organisée à Gênes en novembre 1999, a invité le pape à Damas.

La situation contemporaine ne fait qu'accentuer les crispations engendrées par l'histoire. Au sein d'une Union européenne en majorité catholique romaine, ce pays orthodoxe craint pour son identité et l'Eglise grecque redoute la destruction d'un héritage qu'elle a tant contribué à préserver. L'isolement ressenti ne peut en effet que renforcer les réactions de défense à l'égard des influences venues de l'étranger. De même que la création d'une Eglise de Grèce autocéphale avait pu être considérée comme une manière pour la France et la Grande Bretagne, de lutter contre l'influence russe, la chute du mur de Berlin a été vécue, avec une certaine inquiétude, comme une étape vers la réunification religieuse de l'Europe, et ceci par une catholicisation de l'Est orthodoxe⁷.

⁴ Il s'agissait de préciser si le Saint Esprit provenait du Père, comme le jugeaient les orthodoxes, ou du Père et du Fils, comme en jugeait l'Eglise de Rome, accusée d'avoir imposé cette formule du *filioque* dans la première version de la prière du Credo, adoptée au Concile œcuménique de Nicée, en 325.

⁵ D. Kitsikis, article cité.

⁶ Entre 1958 et 2000, les chrétiens seraient passés en Syrie de 17 % à 10 % environ de la population. Cf. Joseph Yacoub, *Le Figaro*, 4 mai 2001.

⁷ D.Kitsikis, article cité.

L'importance du contexte politique

Il est clair que les voyages pontificaux en Roumanie et en Georgie ont été largement encouragés par les autorités politiques, qui en attendaient précisément des avantages politiques, qu'il s'agisse d'une ouverture vers l'Union européenne dans le premier cas, ou de l'espoir d'une aide économique dans le second. C'est le président roumain qui a invité le premier et c'est lui qui avait pris l'initiative d'une rencontre interreligieuse à Bucarest en août 1998, rencontre dont il savait qu'elle contribuerait à dégeler les relations entre catholiques et orthodoxes. Et quand, à son arrivée en Georgie, à la veille du 10^{ème} anniversaire de la chute du mur de Berlin, le pape tient à remercier le président Shevardnadze de ce qu'il avait fait personnellement pour rendre la visite possible, il ne s'agit pas d'une simple formule de courtoisie.

Même si c'est également le président grec Stephanopoulos qui a pris l'initiative d'inviter le pape lors d'une visite en Italie en janvier 2001, la situation de la Grèce est différente. Ce pays a d'autant moins à attendre de l'Europe qu'il fait partie de l'Union européenne à laquelle il doit beaucoup en matière d'aide au développement. En revanche, la traditionnelle hostilité à l'égard de l'Eglise latine trouve de nouvelles formes de manifestation. Les chrétiens orthodoxes grecs, qui considèrent non sans raison qu'ils ont su, au cours de l'histoire, et en cela ils rejoignent les orthodoxes serbes, être les défenseurs du monde chrétien contre les offensives du monde musulman, critiquent la diplomatie vaticane. Nombre d'entre eux considèrent que Rome, comme les Etats occidentaux, s'est désintéressé du problème douloureux de la partition de Chypre. Ils déplorent l'attitude du Saint-Siège pendant la guerre du Golfe, considérant qu'en condamnant l'intervention militaire, celui-ci a pris partie pour les pays musulmans. Certains n'ont pas apprécié la manière dont Rome s'est félicité des indépendances croate et slovène, une façon de signer l'arrêt de mort de la Yougoslavie et surtout de contrer la politique de la Serbie orthodoxe. Ils n'ont pas compris la béatification du Cardinal Stepinac qu'ils ont considéré, plus à tort qu'à raison mais dans un climat qui demeure passionnel, comme un allié du régime honni d'Ante Pavelic. Il faut ajouter que, même si le Saint-Siège a pris soin de se désolidariser de l'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo, se rapprochant tout au contraire du patriarche de Belgrade⁸, les bombardements de l'OTAN ont été perçus dans les pays orthodoxes et notamment en Grèce, comme une agression de l'Occident et par conséquent du monde latin. De fait, la rencontre qui devait avoir lieu entre le pape et le patriarche de

⁸ C. de Montclos , « Les Balkans vus du Vatican », CEMOTI , n° 29, janvier-juin 2000, p. 281.

Moscou les 26 et 27 mars 1999, sera annulée en raison des opérations militaires. La guerre du Kosovo a été mal vécue par la Grèce, écartelée par sa double appartenance au monde politique occidental et au monde chrétien oriental⁹. Elle a contribué à entretenir une méfiance latente à l'égard de l'Occident fatalement teintée, non sans ambiguïté, de sévérité à l'égard de l'Eglise latine, tant l'Histoire a associé l'un à l'autre.

Le pape vient en Grèce parce qu'il l'a voulu, et demandé, en juin 1999. A plusieurs reprises, le Saint Synode de l'Eglise orthodoxe grecque a alors déclaré que Jean Paul II ne pouvait « souiller le sol grec »¹⁰ et l'Eglise grecque, qui reproche aux catholiques un « prosélytisme violent » dans les pays de l'Est, ne donnera son accord que du bout des lèvres : « malgré toutes les réserves qu'elle pourrait avoir, elle ne souhaite pas ne pas satisfaire le souhait du Saint Père ». Si l'invitation officielle du gouvernement est faite en janvier 2001, on apprendra seulement au début du mois de mars que le Saint Synode n'est pas opposé à une visite du pape à Athènes. Jean Paul II arrive dans un climat de méfiance, voire de franche hostilité. Une bombe explose à Athènes le 22 avril en signe de protestation à ce projet. Des manifestations ont lieu pour demander l'annulation du voyage qui, un mois avant sa réalisation, paraît encore impensable. Parmi les opposants les plus radicaux figurent les moines, en particulier ceux des vingt monastères du Mont Athos, dont les positions sont plus tranchées encore que celles du reste du clergé et qui se font les défenseurs d'une orthodoxie rigoureuse. Le voyage pontifical n'est en fait que toléré par les autorités orthodoxes qui, même si elles ne reflètent pas fidèlement l'opinion populaire¹¹, n'envoient aucun représentant pour l'arrivée à l'aéroport où seul le ministre des Affaires étrangères sera présent.

Le déroulement du voyage

Comme au 1^{er} siècle, l'étape grecque est difficile. Bien conscient de tout le contentieux existant et de toutes les rancoeurs accumulées, le pape a accepté de faire des concessions pour cette première visite d'un évêque de Rome à Athènes depuis le grand schisme de 1054. Il renonce à dire la messe dans le grand stade de 80 000 places et doit se contenter d'une salle couverte quatre fois plus petite. Il se soumet à l'interdiction faite à Mgr Ignace Moussa Daoud, devenu préfet de la Congrégation pour les Eglises orientales

⁹ Voir notamment V. Jauvert, « Les 'malgré-nous' de Salonique », *Le Nouvel Observateur*, 15-21 avril 1999.

¹⁰ *La Croix*, 19 octobre 1999

¹¹ D'après un sondage de l'Agence Fides, il n'y a guère que 30 % de la population qui soit hostile au voyage. *La Stampa*, 3 mai 2001.

après avoir été à la tête de l'Eglise syrienne catholique, accusé d'uniatisme¹², de venir en Grèce. Et surtout, il limite son séjour à vingt-quatre heures, entre le 4 et le 5 mai 2001, alors qu'il passera trois jours à Damas où les pourparlers sont plus faciles, tant avec les musulmans qu'avec les églises orthodoxes, grecque et syriaque. Le programme ne prévoit ni rencontre œcuménique, ni prière commune.

Jean Paul II, en réalité, situe sa démarche à un autre niveau. « J'ai cherché l'unité de toutes mes forces, et je continuerai à me dépenser jusqu'à la fin pour quelle soit parmi les préoccupations prioritaires des Eglises et de ceux qui les gouvernent » a-t-il dit à Bucarest, le 8 mai 1999. Ce retour à l'unité des chrétiens, si intensément souhaité, il l'insère dans le cadre de sa démarche jubilaire, une démarche qui se veut assurément retour aux sources, mais de ce fait même purification de la mémoire, reconnaissance des erreurs passées, demande de pardon pour les fautes que n'a pas manqué de commettre l'Eglise catholique au cours de son histoire¹³.

L'accueil est rude. L'archevêque orthodoxe d'Athènes, Mgr Christodoulos, traduisant l'état d'esprit ambiant avec le souci de crever un véritable abcès d'incompréhension, s'exprime sans détours. « Les anathèmes ont été levés, dit-il en évoquant la démarche de Paul VI et du patriarche Athénagoras et la Déclaration de décembre 1965, mais pas les causes qui y ont conduit...de façon compréhensible une grande partie de l'Eglise de Grèce s'oppose à votre présence ici », et il explique ces réactions par des « actes inacceptables de violence perpétrés contre les peuples orthodoxes, mais également l'exigence, dans la conscience des orthodoxes, d'une condamnation formelle des injustices commises contre eux par l'Occident chrétien ». Il évoque la « manie destructrice des croisés », dénonce « le prosélytisme illégal » conduit par les uniates latins, critique l'attitude du Saint-Siège à l'égard de Chypre, victime d'une purification ethnique brutale « qui n'a pas même fait l'objet d'un témoignage de sympathie de la part de Votre Sainteté ».

La réponse demeurera un événement dans l'histoire de la chrétienté. Agissant avant tout dans un but de réconciliation, Jean Paul II prend acte avec humilité. Il avait déjà pris soin de souligner, à son arrivée au Palais présidentiel, c'est-à-dire juste avant sa visite à l'archevêché orthodoxe, la

¹² Les chrétiens de rite byzantin qui, par l'union de Brest-Litovsk de 1595, ont accepté l'allégeance à Rome, ont été qualifiés, avec une nuance péjorative, d'uniates et leur existence est un problème dans le rapprochement entre catholiques et orthodoxes.

¹³ L'idée de pénitence œcuménique serait née lors du synode pour l'Europe de 1991, en raison du comportement des Eglises orthodoxes. Nombreuses d'entre elles, en effet, et notamment celle de Grèce, n'avaient pas envoyé de délégués et le patriarche œcuménique de Constantinople s'était livré à une violente dénonciation de ce qu'il considérait comme l'expansionnisme catholique dans les pays de l'Est. Cf Luigi Accatoli, *Quand le pape demande pardon*, Paris, Albin Michel, 1997.

dette de l'Europe et de l'ensemble du monde vis-à-vis de la Grèce, ses liens avec l'histoire chrétienne, non seulement à l'époque des premiers apôtres mais lorsque, par l'intermédiaire d'Aristote, Thomas d'Aquin avait hellénisé le christianisme. A l'archevêque orthodoxe, il demande pardon pour les fautes passées : « Nous portons le fardeau de controverses passées et présentes et d'incompréhensions persistances...celles-ci peuvent et doivent être dépassées...Pour toutes les occasions passées et présentes où les fils et les filles de l'Eglise catholiques ont péché par action et par omission contre leurs frères et sœurs orthodoxes, puisse le Seigneur nous accorder le pardon que nous lui demandons ! » Suit une évocation du « sac dramatique de la ville impériale de Constantinople », fort oublié en Occident, alors qu'il demeure comme une blessure dans la mémoire collective de ce qui compose l'Orient chrétien. « Le fait, ajoute le pape, que des chrétiens latins y participaient remplit les catholiques d'un profond regret ». Le pape polonais ne peut qu'impressionner par une telle contrition. Et sa fragilité, l'incontestable effort qui est le sien pour aller vers les autres en dépit de son âge et de sa maladie donnent plus de force encore à ce discours qui était celui que les Grecs attendaient¹⁴.

Le climat en sera sensiblement transformé. Le soir même, sur la colline de l'Aréopage, s'amorce une réconciliation. Une Déclaration commune, qu'ils ont signée, est lue, en grec et en anglais, en présence des deux frères « ennemis ». Elle souhaite l'unité des chrétiens. Elle condamne tout recours à la violence, au prosélytisme et au fanatisme au nom de la religion, une autre manière de tirer un trait sur un passé contestable et douloureux, une preuve de la volonté de l'Eglise latine de ne pas se poser en rivale de l'Eglise orthodoxe. Ensuite après un dîner à la nonciature et sur la proposition du pape, une prière commune, le *Pater noster*, sera récitée, en grec. Un fax manuscrit, envoyé par l'archevêque orthodoxe d'Athènes au pape après son départ de Grèce pour la Syrie, le remercie de son passage.

La presse grecque, initialement si méfiante, salue ces événements et le Vatican parle du « miracle » d'Athènes.

Quel avenir pour l'unité ?

Certes, comme l'a souligné non sans raison le patriarche de Moscou, une telle déclaration ne saurait effacer près de mille ans de séparation. Il faut attendre et voir. Cette recherche de l'unité est, il est banal de l'écrire, une entreprise titanique. Le schisme a bientôt mille ans et il est lui-même l'aboutissement d'un éloignement séparant progressivement deux univers en

¹⁴ Cf Interview du porte-parole de l'archevêque orthodoxe d'Athènes, *Avvenire*, Rome, 5 mai 2001.

cours de différenciation. Les divergences, qui se situaient initialement sur un plan théologique et institutionnel, ne pouvaient que se répercuter ultérieurement sur la culture et la spiritualité.

Ce n'est pas sur le plan théologique que se situent les plus grandes difficultés. La Commission théologique internationale pour le dialogue avec l'orthodoxie, créée en 1979, a réussi à aplanir les controverses, en particulier celle du *filioque* qui avait fait couler tant d'encre. Le principe d'un pluralisme théologique du mystère trinitaire et de formulations différentes dans l'approche d'une réalité difficile à enfermer dans les mots, est désormais admis. Cette commission, qui est mixte, a également admis en 1993, au cours de sa septième session de Balamand, au Liban, que l'uniatisme devait être exclu comme chemin de l'unité, autrement dit que cette unité ne se ferait pas par absorption d'une Eglise par l'autre¹⁵.

La dimension institutionnelle est plus complexe. La tradition d'autocéphalie est assez étrangère à la centralisation latine et elle recouvre des situations religieuses très diverses. La notion de collégialité, mise en relief au Concile Vatican II, se révèle difficile à mettre en œuvre car elle heurte les habitudes séculaires de l'administration pontificale. Personne ne saurait contester la volonté de Jean Paul II de refaire l'unité, son Encyclique de 1995 en témoigne vigoureusement, posant de manière très ouverte la question de la mise en œuvre de l'exercice de la primauté romaine. Mais cette volonté peut-elle rapidement aider à la transformation d'une institution dont les siècles ont renforcé la dimension hiérarchique et qui est marquée par un incontestable juridisme? Il est clair qu'interviennent ici des mentalités, des comportements qui évolueront progressivement, avec les générations. La séparation, de la même façon, s'était produite, insensiblement, avant de se cristalliser, voire de s'enfermer parfois dans des querelles sémantiques.

Le point crucial demeure de trouver un terrain d'entente sur une définition de l'autorité dans l'Eglise chrétienne, en d'autres termes de définir les conditions d'exercice de la primauté romaine, d'une autorité médiatrice gardienne d'unité et de nature à apaiser les rivalités ou les divergences entre les églises locales. Comment parvenir à concilier l'unité et la diversité? Assez curieusement, c'est au moment où la fonction pontificale a acquis une dimension politique mondiale que son hypertrophie est discutée à l'intérieur de la chrétienté elle-même. L'expression d'Eglises sœurs a été utilisée au Concile Vatican II (décret sur l'œcuménisme *unitatis redintegratio*), puis par Paul VI. L'Encyclique *Ut unum sint* a avalisé la doctrine des Eglises sœurs dont les bases ont été jetées par la Commission mixte internationale mais

¹⁵ Voir la déclaration de la Commission dans *La Documentation catholique*, 1^{er} et 15 août 1993, p.711.

cette doctrine n'a pas réussi à s'imposer, tant du côté orthodoxe que du côté catholique, comme en témoigne la dernière réunion de la Commission, à Baltimore, pendant l'été 2000. Une note de la Congrégation romaine pour la doctrine de la Foi du 14 septembre 2000 « sur l'usage approprié de l'expression églises sœurs »¹⁶ tient à préciser que l'expression ne doit pas contredire l'unicité de l'Eglise du Christ, et ne peut convenir que pour indiquer la pluralité des églises locales. Ces mises au point traduisent bien les difficultés qu'éprouve la Curie romaine à abandonner l'image traditionnelle de l'Eglise mère.

C'est dans ce climat complexe où se mêlent craintes, hésitations et dialogues que se situe le passage – il est difficile de parler de voyage – de Jean Paul II à Athènes. Il constitue un temps fort et une ouverture incontestable mais il reste un jalon dans un processus, qui, comme celui qui avait conduit à la séparation, ne peut être que progressif, inscrit dans la durée. Il contribue à modifier profondément, dans l'esprit des Grecs, une lecture parfois unilatérale de l'histoire et l'image d'une Eglise catholique conquérante, arrogante et autoritaire. Il constitue une main tendue et il peut, à cet égard, comme les autres voyages en terre orthodoxe mais peut-être avec un impact plus grand, à la mesure de l'hostilité initiale, faciliter le processus de rapprochement.

Ce rapprochement répond d'ailleurs à des exigences de nature spirituelle. Face à un adversaire commun qui est la sécularisation de l'Europe, les Eglises ont des intérêts convergents. « La tendance naissante à transformer certains pays d'Europe en des Etats sécularisés sans aucune référence à la religion constitue une régression et une négation de leur héritage spirituel. Nous sommes appelés à intensifier nos efforts pour que l'unification de l'Europe puisse se réaliser. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que les racines chrétiennes de l'Europe et que son âme chrétienne puissent être gardées intactes », dit la Déclaration commune précédemment évoquée. Sur ce plan, d'ailleurs, et telle est bien la vision de Jean Paul II, l'Occident est demandeur. Il attend de l'Orient le retour d'une spiritualité moins gommée par la modernité comme en Grèce, ou en plein renouveau comme dans les pays de l'ancien Empire soviétique depuis la faillite de l'idéologie communiste.

Il y a dans la confession orthodoxe, qui n'a pas été marquée par le rationalisme thomiste, une autre manière, moins dogmatique, plus mystique et plus contemplative de vivre le christianisme, l'Orient attachant plus d'importance à la communion des Eglises qu'à leur organisation hiérarchique. Les chrétiens latins, quant à eux, vivent une religion plus

¹⁶ *Documentation catholique*, 1^{er} octobre 2000.

Le Pape à Athènes

incarnée et plus orientée vers l'action et ils se réfèrent plus spontanément au chef visible de leur Eglise. Mais c'est précisément cette dimension mystique qui est, aux yeux de Jean Paul II, fondamentale. Le pape polonais témoigne d'une grande admiration à l'égard de la spiritualité byzantine, à sa dimension contemplative. Il est sensible à la beauté de ses liturgies. Il pense, et tel est bien le sens de la lettre *Orientale lumen*, que la théologie, la culture et la spiritualité occidentales ne sont plus en mesure de répondre à elles seules aux attentes d'aujourd'hui, que l'humanité a besoin des deux traditions, que l'Europe, en particulier, doit respirer avec ses deux poumons¹⁷, selon une expression qu'il a utilisée maintes fois. De telles convictions ne peuvent que contribuer à vaincre le climat de méfiance qui s'est instauré au cours des siècles.

La Grèce, un pont dans l'Europe

Si le voyage à Athènes s'est voulu pèlerinage jubilaire et recherche d'unité, cette recherche ne saurait être sans incidences sur l'évolution future du continent européen. On ne peut d'ailleurs qu'être frappé par la place, considérable, que Jean Paul II fait à l'Europe, dans son discours d'arrivée à Athènes, dans un pays qui « a la vocation naturelle d'édifier des ponts ». L'Europe se construit, et c'est une évolution dont l'Eglise de Rome s'est toujours félicitée. Mais elle s'élargit également. Si l'Union européenne demeure essentiellement occidentale, elle ne le restera pas. La Bulgarie, la Roumanie, la Serbie peut-être, la rejoindront un jour ou l'autre. L'Ukraine et la Russie s'en rapprocheront également. Il est clair que la Maison commune chère à Gorbatchev ainsi qu'à Jean Paul II abritera sous son toit des chrétiens orientaux et des chrétiens occidentaux. Orthodoxes, catholiques et protestants sont appelés à cohabiter dans un ensemble politique destiné à s'étendre.

L'Europe qui se construit, et c'est une idée rémanente dans le discours romain, ne peut se borner à n'être qu'un marché¹⁸. Elle doit reposer sur des valeurs communes qui, compte tenu de son histoire, sont essentiellement des valeurs chrétiennes. Cette exigence impose un minimum d'harmonie entre

¹⁷ Cette expression a été utilisée pour la première fois par le poète russe Viatcheslav Ivanov, cf Patrick de Laubier, *L'avenir d'un passé*, Paris, Tequi, 2001, p.69. Jean Paul II l'utilisera dans l'Encyclique *Redemptoris Mater* de 1987. Il la reprendra souvent, en particulier dans la lettre *Euntes in mundum*, rendue publique le 22 mars 1988 pour marquer le millénaire du christianisme russe.

¹⁸ Voir notamment C. de Montclos, « Europe chrétienne et géopolitique vaticane », in *Religions et transformations de l'Europe*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1993.

les deux principales traditions qui les véhiculent, dans un échange de dons qui ne peut, de toute façon, qu'être bénéfique à l'une et à l'autre.

Cette Europe qui s'étend rassemble des nations, des nations dont l'Eglise catholique a une vision beaucoup plus ethnique et culturelle que politique, mais qu'elle tient à valoriser par rapport à un Etat, simple instrument de réalisation du bien commun¹⁹. Elles font partie d'un tout qui est la famille humaine et elles doivent apprendre à vivre ensemble. On retrouve dans cette conception cette dimension d'universalité, très perceptible dans le vocabulaire que l'Eglise catholique s'applique à elle-même. Si on parle en effet d'Eglise orthodoxe russe ou d'Eglise orthodoxe grecque, on parle en revanche de l'Eglise catholique de France ou d'Eglise catholique d'Espagne et le pape Jean Paul II va même plus loin dans sa volonté de marquer l'unité de l'institution en parlant de l'Eglise qui est en France ou en Espagne.

Si la pensée catholique, et en particulier celle du pape Wojtyla, a la préoccupation de valoriser la nation, elles ont toujours entretenu une grande méfiance à l'égard du nationalisme²⁰. Or, sur ce plan, l'autocéphalie, qui renforce la dimension nationale des Eglises et leurs liens avec l'Etat, n'est pas sans danger. Il y a là, toujours dans la perspective catholique romaine, qui rejette l'idée d'Eglise nationale, une menace pour l'autorité religieuse, celle du nationalisme, en même temps qu'une tentation pour le pouvoir politique, celle du césaropapisme. Que la susceptibilité nationale des églises autocéphales s'explique pour des raisons historiques comme en Grèce, ou des raisons politiques comme en Russie, elle contribue dans l'un et l'autre cas à accentuer l'isolement de ces Eglises, ainsi que les risques de crispation. Dans une telle perspective, l'ouverture des frontières sur une grande Europe ne peut être que bénéfique en préservant les nations qui la composent et les chrétiens qui l'habitent du repli sur eux-mêmes.

En s'attachant à convaincre l'un des pays d'Europe les plus réfractaires à la culture latine des bonnes intentions vaticanes, en s'efforçant de donner de la réalité une image que les passions ont contribué à déformer, l'étape athénienne du Pape s'inscrit dans ce grand projet d'une Europe réconciliée et apaisée. A n'en pas douter, elle fera date.

Il serait cependant très réducteur de limiter ce projet à la chrétienté. Dans un monde où les distances se raccourcissent, où les populations migrent, dans un monde également où le christianisme doit diversifier son

¹⁹ Voir C. de Montclos, « Le Saint Siège dans les relations internationales : de l'Etat à la Nation », in *Les relations internationales à l'épreuve de la science politique*, Mélanges Marcel Merle, Paris, Economica, 1993.

²⁰ Voir notamment C. Alix, *Le Saint Siège et les nationalismes en Europe (1870-1960)*, Paris, Sirey, 1962, et plus récemment M. Merle, « Entre nation et nationalisme, positions de l'Eglise catholique », *Etudes*, mai 1994.

Le Pape à Athènes

inculturation et où, en outre, cultures et religions sont appelées à cohabiter, la nécessité de connaissance mutuelle, ou de réconciliation éventuelle, couvre un champ aux dimensions de l'univers. Il est impossible d'évoquer l'étape d'Athènes sans évoquer aussi celle de Damas qui l'a immédiatement suivie. Pour la première fois dans l'histoire, un pape rentre dans une mosquée, une démarche qui n'est pas sans rappeler la visite à la synagogue de Rome en 1986. L'évêque de Rome propose aux musulmans une sorte de « partenariat ». Catholiques et orthodoxes, chrétiens et musulmans ont vocation, dira alors le pape, à témoigner « de ce qui les unit, sans masquer ou nier ce qui les sépare » et ceci pour le bien de la famille humaine. Tant il est convaincu que bien des drames d'aujourd'hui, et l'on pense naturellement au conflit israélo-palestinien, géographiquement si proche, ne pourront trouver de solutions sans un détour par le religieux.